

Évolution globale en France métropolitaine

Les finances des communes de plus de 10 000 habitants en 2006

L'exercice 2006 se caractérise par une poursuite de la croissance des dépenses totales : + 4,3 % en euros courants, résultant de l'effet conjugué **de la croissance des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissement : respectivement + 3,3 % et + 7,0 % par rapport à 2005.**

L'équipement brut augmente de façon soutenue + 12,3 %. Cette croissance est due à nouveau à la mise en application de normes plus contraignantes en matière de sécurité et d'environnement, ainsi qu'à l'effet de la hausse des prix dans le bâtiment et les travaux publics et à l'influence du cycle électoral.

Le développement de l'intercommunalité urbaine se poursuit : pratiquement 9 communes de plus de 10 000 habitants sur 10 appartiennent à un groupement à fiscalité propre. La création des communautés d'agglomération et des communautés urbaines à taxe professionnelle unique (TPU) depuis 2000 a profondément modifié le paysage local : les budgets des communes appartenant à ces groupements se trouvent profondément modifiés tant en niveau qu'en structure. Le transfert de compétences des communes vers ces groupements s'accompagne parallèlement de transferts de charges et de ressources. Cependant, du fait de la couverture du territoire déjà atteinte en 2005 (près des 4/5^{ème} des communes de plus de 10 000 habitants étaient déjà regroupées), l'influence de l'intercommunalité sur les évolutions des dépenses des communes prises dans leur ensemble est moins marquée.

Poursuite de la progression des dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement progressent de 3,3 % sous l'effet de la croissance conjuguée des charges à caractère général et des charges de personnel. Cependant cette progression est moins marquée pour les communes appartenant à une CC à TPU (+ 2,1 %). D'autre part, **les charges d'intérêts augmentent de 9,1 %** après la tendance à la baisse enregistrée depuis plusieurs exercices.

Les charges de personnel, qui représentent environ 40 % du budget total des communes, continuent leur croissance (+ 3,3 %) de façon plus prononcée qu'en 2005. En effet, à la hausse du point d'indice survenue en 2005, qui se fait pleinement sentir en 2006, il faut ajouter le point d'indice supplémentaire attribué aux fonctionnaires en novembre 2006 et l'effet structurel du GVT (glissement vieillesse technicité).

Progression plus marquée des recettes de fonctionnement

L'analyse des impôts directs est affectée par le développement de l'intercommunalité et spécialement des groupements à TPU : ceux-ci perçoivent la totalité de la taxe professionnelle et reversent à la commune une dotation de compensation et une dotation de solidarité.

Les impôts et taxes augmentent de 3,0 % en 2006. Pour l'ensemble des communes, le produit des 4 taxes directement perçues augmente de 3,9 % et ce, pour tous les types de groupements sauf pour les communautés de communes à TPU où il enregistre une diminution de 2,5 %. Comme les autres collectivités, les communes bénéficient de la croissance des bases d'imposition pour la cinquième année consécutive.

Le poste des dotations et participations enregistre une croissance plus forte en 2006 (+ 2,1 % contre 0,9 % en 2005), due à la croissance plus forte de la DGF (+ 2,3 % contre + 1,5 % en 2005). Rappelons que ce poste avait connu de fortes variations suite à **la réforme de l'architecture des concours financiers de l'État** qui intègre dans la DGF les compensations de fiscalité versées par l'État.

Augmentation du niveau de l'épargne

Les charges courantes augmentent moins vite que les recettes de fonctionnement ce qui explique la hausse de l'épargne brute (+ 5,0 %). De plus, du fait de la diminution des remboursements de dette (- 4,9 %), l'épargne nette progresse après avoir diminué en 2005 et retrouve ainsi la tendance des années précédentes.

Progression soutenue de l'investissement direct en 2006

La croissance soutenue de 2006 (+ 12,3 %) s'inscrit dans un contexte d'augmentation pour l'ensemble des collectivités (régions, départements et groupements). Elle résulte en partie de la mise en application des normes plus contraignantes en matière de sécurité et d'environnement.

Stabilité de l'endettement des communes

La hausse soutenue de l'équipement brut s'accompagne d'une hausse du recours à l'emprunt mais de manière moins marquée qu'en 2005. Le niveau atteint par les emprunts est supérieur à celui des remboursements de la dette et l'encours de la dette en fin d'exercice augmente de 1,9 %. Cependant, son poids relatif par rapport aux recettes de fonctionnement diminue légèrement.

Evolution des budgets des communes de plus de 10 000 habitants (France métropolitaine)

Montants en milliards d'euros	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Evolution 05-06		
							€ courants		
						(2)	€ courants (1)	€ constants* (1)	(2)
Nombre de communes	871	871	871	871	885	893	(885)	(885)	(893)
Dépenses réelles totales	40,3	40,8	41,3	42,4	44,0	46,0	4,1%	1,6%	1,8%
Dépenses totales hors réaménagement de dette	39,1	39,3	39,7	40,8	42,3	44,2	4,3%	1,8%	2,0%
Dépenses réelles de fonctionnement (hors TR)	28,8	29,5	29,6	29,7	30,5	31,6	3,3%	0,8%	1,0%
Frais de personnel	15,3	15,8	16,0	16,4	17,0	17,6	3,3%	0,8%	1,0%
Charges d'intérêts	1,6	1,4	1,3	1,1	1,0	1,1	9,1%	6,4%	6,7%
Recettes réelles de fonctionnement	33,2	34,0	34,5	35,3	36,1	37,5	3,5%	1,0%	1,2%
Dotation globale de fonctionnement versée **	5,9	6,1	6,1	7,5	7,7	7,8	2,3%	-0,2%	0,0%
Produit des 4 taxes	13,4	12,8	12,8	13,0	13,3	13,8	3,9%	1,4%	1,6%
Produit des 4 taxes y.c. reversement de TP du groupement	16,4	17,1	17,6	18,1	18,5	19,1	3,2%	0,7%	0,9%
Epargne de gestion	6,0	6,0	6,2	6,7	6,7	7,1	5,6%	3,1%	3,4%
Epargne brute	4,4	4,5	5,0	5,6	5,6	5,9	5,0%	2,5%	2,8%
Epargne nette	1,2	1,2	1,6	2,5	2,3	2,8	18,9%	16,0%	16,5%
Dépenses réelles d'investissement	11,5	11,3	11,7	12,8	13,6	14,4	6,0%	3,4%	3,7%
Dépenses réelles d'investissement hors réaménagement de dette	10,3	9,8	10,2	11,1	11,8	12,7	7,0%	4,4%	4,7%
Remboursements de dette	4,4	4,8	4,9	4,8	5,0	4,9	-3,5%	-5,9%	-5,7%
Remboursements de dette hors réaménagement de dette	3,2	3,3	3,3	3,1	3,3	3,1	-4,9%	-7,2%	-7,0%
Dépenses d'équipement brut	6,8	6,2	6,5	7,3	7,9	8,9	12,3%	9,6%	9,9%
Emprunts réalisés	4,4	4,4	4,4	4,8	5,1	5,2	1,8%	-0,7%	-0,5%
Emprunts réalisés hors réaménagement de dette	3,2	2,9	2,9	3,1	3,4	3,5	3,2%	0,7%	0,9%
Encours de la dette	29,3	29,0	28,5	28,6	28,7	29,3	1,9%	-0,6%	-0,4%
Annuité de la dette	6,0	6,2	6,1	6,0	6,1	6,0	-1,5%	-3,9%	-3,7%
Annuité de la dette hors réaménagement de dette	4,8	4,7	4,6	4,3	4,3	4,3	-1,7%	-4,1%	-3,9%

* montants déflatés par l'indice de prix du PIB (source : INSEE "Comptes nationaux annuels" mise à jour du 15/05/2008).

** source : DGCL / Bureau des concours financiers de l'Etat

(1) évolutions calculées à champ constant (sur les 885 communes présentes en 2005 et 2006)

(2) montants et évolutions calculés sur le champ total (893 communes)